



Mail: polymererbx@gmail.com

Site: <http://www.polymere-roubaix.com>

MENONS UN GRAND DEBAT ROUBAISIEEN ET METROPOLITAIN POUR UN PROJET PARTAGE

Les Municipales sont dans moins d'un an.

Au-delà de cette échéance électorale, chacun comprend que notre territoire est à la croisée des chemins, entre dégradation sociale et risque de fragmentation, d'une part, nouveau modèle urbain, innovant et durable, d'autre part. Comme d'autres villes dites en « décroissance », Roubaix affronte tous les défis de la grande transition en cours. Veut-elle être une sorte de « zone grise » de la métropole concentrant la pauvreté, ou trouvera-t-elle dans son histoire et ses talents la voie d'un nouveau développement ?

POLYMERE est un laboratoire au service de l'intérêt général. La contribution que nous soumettons à votre sagacité est DONC ouverte. Qui veut l'améliorer le fait, qui veut l'utiliser l'utilise. Puisse cette démarche « open source » engager le rassemblement des énergies, pour le développement d'une ville où il fait bon vivre, et où les potentiels sont mis en valeur.

Un projet pour notre territoire n'est pas un programme électoral. Il propose un horizon, sur la base d'une analyse globale. Un programme électoral doit tenir compte de ceux qui votent, de leurs attentes, comme des rapports de forces entre orientations soumises au vote. Le projet de territoire peut s'exonérer de ces contraintes tactiques. Mais il ne peut s'exonérer du réel, à savoir que les marges de manœuvre financières sont contraintes, et qu'une partie de la réalisation de ce projet dépend plus de la Métropole que de la municipalité.

Aussi, nous devons intégrer dans nos discussions ces enjeux **pour une métropole plus ambitieuse et la justice territoriale**, et nous devons rechercher des moyens d'action par la

mobilisation, dans le dialogue, des acteurs de la société civile comme des agents de la ville, et par une **ingénierie de projet** au bon niveau.

Le Grand débat

Pour construire ensemble un projet à la hauteur des besoins des Roubaisiens et de leurs talents, un projet fidèle aux valeurs républicaines, humanistes et démocratiques, un projet qui prendra à bras le corps la transition écologique et le combat pour l'égalité des chances, nous nous mobilisons pour que les citoyens prennent la parole.

Le Grand Débat sera l'occasion pour vous de contribuer, mais aussi de débattre des propositions.

Ce débat ne saurait se limiter aux enjeux locaux et se réduire au « périmètre roubaisien ». Aussi proposons-nous les thèmes de débat suivants

- Comment intégrer **l'économie populaire** dans le fonctionnement urbain ?
- Comment produire ensemble **un autre récit**, ni angélique ni catastrophiste sur Roubaix ?
- Comment, par l'éducation et le travail social, se redonner **des règles collectives** ?
- Faire de **la Métropole** un enjeu et une chance ?

Vox Populi.

Nous avons besoin d'un grand débat municipal et métropolitain, un débat où les « experts » ne font pas les questions et les réponses. Un débat autour de questions d'intérêt général, un débat où on écoute les citoyens, et où les citoyens s'écoutent. Un débat qui rassemble. Un débat à la portée de chacun.

Car aujourd'hui, la « société politique » locale est souvent un entre soi où la franchise n'est pas la règle, où la division se nourrit des calculs alimentaires et des petits ressentiments, une société fermée, réduite, loin des créatifs, des jeunes de talent et des réseaux affinitaires.

Nous lançons donc « Vox Populi », un outil léger et accessible, pour écouter et échanger.

Le principe est simple : vous êtes un citoyen, un habitant, vous êtes un groupe, vous connaissez la réalité, vous avez un point de vue et des idées, prenez la parole.

MODALITE 1 : vidéos virales avec iphone

Enregistrements audios, vidéos virales, ou tout autre support (graphisme, photographie) nous sommes à votre disposition pour vous enregistrer, mettre en forme (sous votre contrôle) et diffuser sur You Tube et les réseaux.

Citoyens engagés et motivés, ces contenus vous font réagir, à vous de produire votre contenu, avec votre smartphone, et de le poster. Agora et boule de neige. Chacun est un relais, développant une arborescence dépassant les « habitués » de la prise de parole.

MODALITE 2 : l'open audition

Vous voulez apporter une analyse ou un point de vue, on se prend des rendez-vous réguliers pour vous entendre et vous capter. L'audition est ouverte, et nous encourageons les diverses sensibilités à venir écouter et réagir. Et nous allons vers les personnes invisibles, en réalisant des actions « hors les murs »

MODALITE 3 : le wiki

Dans une base, les apports des uns pourront inspirer les autres, qui pourront ainsi « tirer les fils » ou apporter des angles de réflexion différents. C'est l'image du logo de Polymère : des atomes différents qui peuvent s'agréger pour former un écosystème de réflexions en open source.

NOTRE PROPOSITION STRATEGIQUE

Il y a 4 manières de voir la ville.

Pour certains, Roubaix est la start-up city. Nous serions en phase « renaissance » après un long sommeil. Cette conception s'appuie sur la réalité de l'innovation, elle oublie 80 % de la population.

Pour d'autres, Roubaix est une ville belle et merveilleuse, c'est la ville-monde remplie de couleurs où il fait bon « vivre ensemble ». Cette vision s'appuie sur la réalité d'un engagement bénévole admirable mais elle tourne le dos à des réalités désagréables : la pauvreté qui enferme (dans un univers administratif humiliant, dans la violence quotidienne, dans l'économie de la débrouille), les trafics qui font la loi, des tendances fortes à la séparation des modes de vie, la difficulté au quotidien de supporter la saleté, les incivilités, la violence verbale, le repli culturel.

Une troisième vision se veut lucide, c'est celle des « prophètes rétrospectifs » : « c'est trop tard, c'est foutu, je l'avais bien dit ». Cette version lowcost des théories de l'effondrement met le doigt sur des risques réels mais oublie que d'autres territoires tombés bien bas ont réussi à s'inventer un futur.

Enfin il y a les réalistes, qui nous demandent d'accepter le déclin après la puissance industrielle, qui renoncent à l'ambition et espèrent la décroissance démographique et la normalisation de ville moyenne périphérique.

Face à ces 4 visions, nous opposons une ambition roubaisienne et métropolitaine, **la ville pionnière pour tous.**

Car Roubaix a toutes les difficultés et les risques sont grands. Mais elle a des atouts : c'est un centre métropolitain, un secteur favorable à l'investissement immobilier, une ville d'innovation et de culture, plutôt bien positionnée dans la nouvelle économie, une ville belle avec un patrimoine bien préservé ; elle déborde de talents jeunes souvent peu reconnus.

Elle peut réussir sa transition. Elle peut même donner l'exemple. Il n'est pas trop tard, mais il est temps.

Pour cela, selon nous, il faut sortir des non-dits et de l'entre soi, s'ouvrir à de nouveaux points de vue, donner la parole à ceux qui ont à dire sans avoir envie de participer au cirque politique. Il faut promouvoir l'engagement citoyen honnête et droit, construire un projet qui nous ressemble, rassembler et renouveler.

Il faut donc renouveler la démocratie ; ça ne passe pas par de nouveaux machins, mais par le renforcement des capacités d'action des citoyens : une assemblée citoyenne composée en partie de personnes tirées au sort, un budget participatif conséquent pour expérimenter, un

droit d'interpellation avant le vote des délibérations du conseil Municipal, une web TV open source pour l'expression libre et publique de tous, un accompagnement résolu des associations vers l'innovation, la coopération et un nouveau modèle économique.

Il faut mener les débats là où ça se décide : à la Métropole d'abord mais aussi en négociant avec la Région et en poussant les dossiers à Paris et Bruxelles.

Le projet qui vous est soumis est humaniste, démocratique, écologiste et solidaire. Et c'est pour cela qu'on veut en finir avec les oppositions stériles : oui, il faut plus de développement économique et d'entrepreneuriat, oui il faut combattre à chaque instant pour la sécurité et l'ordre dans les quartiers, oui, il faut monter des projets avec l'investissement privé.

La ville Pionnière pour tous, c'est un projet qui se fait en collectif, il est fidèle à l'histoire, il parie sur les talents, il vise à faire de Roubaix un centre métropolitain qui renforce la MEL, qui donne des idées à tous les territoires des Hauts de France avec Loos-en-Gohelle et Grande-Synthe. A vous de dire

UNE VISION NOURRIE DE L'HISTOIRE

L'identité industrielle et commerciale

Roubaix a su dès 1469, avec la Charte des Drapiers, négocier avec l'Etat central (bourguignon alors) une autonomie de « ville franche » pour produire et surtout commercer en pleine indépendance de Lille. Il y a donc 550 ans, Roubaix pose deux traits essentiels de son identité profonde : un rapport particulier avec Lille et l'Etat central, une vocation commerciale.

Dès le début du XIX^e siècle, un second trait de l'identité profonde s'affirme : une révolution industrielle plus rapide et plus radicale que la moyenne française, un face à face entre une classe patronale fondée sur des réseaux familiaux et un prolétariat vivant à l'usine et dans les quartiers une vie de colonie pénitentiaire.

Capitale mondiale du textile, « Manchester du Nord », la ville connaîtra des grèves longues, des crises épouvantables. L'état moral et matériel de la classe ouvrière se révèle une impasse. Une vision plus moderne des relations sociales succède à la tradition paternaliste : la question urbaine devient un sujet pour l'élite économique, le christianisme social s'impose ici plus qu'ailleurs, le moment républicain et laïque incarné par Charles Junker et Emile Moreau établit les bases de l'émancipation par l'école et l'éducation populaire, le mouvement socialiste prend force et vigueur.

Ville à la croissance exponentielle, Roubaix se construit avec l'immigration, du plat pays à la Belgique, puis de plus en plus loin : Europe de l'est, du Sud, enfin massivement les pays d'Afrique, Algérie en tête avec une forte arrivée de familles rapatriées harkies en 1962.

Le début du XX^e siècle cristallise 4 mouvements : la puissance économique culmine avec l'exposition internationale du textile de 1911, la municipalité devient le centre du pouvoir local avec le nouvel hôtel de ville inauguré à l'occasion, la guerre et la reconstruction engagent un mouvement de déclin encore invisible, le socialisme municipal s'impose avec Jean Lebas, la Piscine Art Déco en étant l'emblème hygiéniste et progressiste.

Une crise d'ampleur inédite

Allons au plus rapide : malgré les innovations portées par la ville, le marché commun, l'émergence de nouveaux producteurs et les accords multifibres disqualifient progressivement l'appareil productif en partie obsolète. La fermeture de Motte-Bossut en 1980, l'incendie tragique de Motte-Porisse en 1981 et la fermeture de la Lainière en 2000 bornent une hémorragie continue.

Dans les années 70, une triple crise met la cité à terre : crise économique, (le chômage permanent et de masse s'installe), crise urbaine, (les logements construits entre 1850 et 1870

sont obsolètes, les maisons 1930 révèlent leurs faiblesses sur le plan thermique, les cités HLM construites pour résorber l'habitat insalubre subissent la crise précoce des grands ensembles) crise sociale (la mort de la société industrielle désorienté un monde ouvrier marginalisé, l'intégration par le travail fonctionne mal avec une immigration frappée en premier par le chômage et souvent cantonnée à un habitat indigne, la pauvreté de masse s'installe, les pauvres deviennent misérables, l'économie souterraine domine des pans entiers du territoire.).

La ville renouvelée, un bilan en demi-teinte

En 1968, le paysage institutionnel est modifié par la création de la métropole. Si au début les villes socialistes coopèrent pour construire cette institution, en s'appuyant d'abord sur le personnel lillois, la suite révèle un déséquilibre profond entre les deux versants de la métropole. Ce déséquilibre, facilité par le retard à l'allumage d'une municipalité gestionnaire d'un monde qui se défait et par un manque de projets défendus par la Ville, conduit à plusieurs mouvements : l'engagement de la municipalité de Pierre Prouvost dans un combat pour la modernisation et le rééquilibrage, l'activité inlassable d'André Diligent pour plaider la cause de sa ville et réparer les fractures dans la population. Mais le changement majeur est, dans les années 90, la convergence des visions de Pierre Mauroy et de René Vandierendonck pour une métropole équilibrée et une ville renouvelée : le métro arrive enfin, le centre-ville est rénové, les quartiers en partie transformés, l'aménagement culturel accompli.

Mais le XXI^e siècle est marqué par plusieurs désillusions : la métropole ne parvient pas à inverser les inégalités flagrantes, faute de stratégie à la hauteur sur l'habitat. Le « d'abord Lille » a raison de la convergence métropolitaine, la « ville renouvelée » malgré des réalisations impressionnantes ne parvient pas à transformer la situation sociale de la population.

Du fait de cette réalité contrastée, la ville de Roubaix souffre de maux qui la handicapent gravement. Terre d'innovations (Roubaix est une capitale culturelle et créative de la Région, elle accueille des fleurons de la nouvelle économie, elle porte de nombreuses innovations sociales), elle peine à retenir les classes moyennes qui, attirées par un immobilier accessible, poursuivent ailleurs leur parcours. Reconnue pour son dynamisme culturel et urbain, elle est aussi régulièrement associée aux pires maux de la société.

La mauvaise réputation : une image dégradée et dégradante

Construire une nouvelle réputation de la ville est un enjeu majeur. Si une stratégie de communication est nécessaire, elle ne sera efficace qu'à deux conditions : améliorer l'accueil des classes moyennes, disposer d'une vision stratégique qui unifie le message porté par la communication.

Longtemps, la ville a porté un discours social qui est aujourd'hui affaibli. Elle a ensuite porté un discours de modernité économique et urbaine et de créativité culturelle. Cette composante nécessaire reste cependant artificielle pour une partie de la population.

La vision que la ville doit porter est liée au projet. Veut-on faire de Roubaix un territoire spécialisé dans l'insertion, au risque de voir les quartiers touchés par le séparatisme social et

culturel ? Veut-on faire de Roubaix une ville qui accepte son déclin et assume son statut de ville en décroissance, ville dortoir de la métropole ?

Notre vision : la ville pionnière pour tous

L'attractivité du territoire suppose le bien vivre des habitants. Car pour attirer des entreprises et des actifs, il faut une ambiance tranquille et des quartiers attrayants. Relier attractivité et bien vivre doit être le point d'équilibre du projet métropolitain.

Nous pensons que le thème de la ville pionnière, avant-garde de la transition, est plus conforme aux talents de sa population, plus respectueuse de son histoire, plus porteuse d'une espérance raisonnable.

UN PROJET AUTOUR DE 4 AXES

Faire de Roubaix la ville pionnière pour tous.

Priorité à la transition, l'innovation et à la coopération.

La grande transition désigne l'ensemble des transformations simultanées qui changent notre monde : technologies, travail, démographie, famille, nature, climat ...

Faire de Roubaix un leader de la transition, à l'image de Loos-en-Gohelle et de Grande Synthe, c'est favoriser une gouvernance fondée sur la coopération, changer les bases économiques de la ville en renforçant les effets conjoints de la digitalisation et de l'économie frugale (zéro déchet, économie circulaire, de la fonctionnalité)

Réussir la transition, c'est le sens de la ville pionnière pour tous, en valorisant les potentiels de tous-toutes. C'est donc faire de la ville un pôle d'excellence de l'innovation responsable. Les expériences menées sur la ville, comme Zéro déchet, ont montré le potentiel de développement de l'économie circulaire. Le quartier de l'Union qu'il est nécessaire d'achever désormais à marche forcée pourrait être repositionné comme le centre de gravité de ce pôle d'excellence « Innovations citoyennes et économie circulaire ».

Nous n'avons pas toutes les solutions, nous devons les inventer : par exemple, nous devons rompre avec des modes de soutien aux plus défavorisés qui souvent les installent dans la dépendance et la passivité tout en les marginalisant ; des expérimentations sur de nouveaux fonctionnements sociaux sont nécessaires : le **revenu minimum pour tous** que veut expérimenter la Ville de Grande-Synthe peut être un moyen de redonner de la dignité en diminuant le non-recours aux droits comme la complexité bureaucratique, et libérer ainsi de l'énergie pour l'éducation et la citoyenneté. La création d'une **monnaie complémentaire** à bonne échelle peut permettre d'objectiver les échanges de services comme de sortir de l'illégalité certaines activités de l'économie souterraine. Un bilan doit être tiré des expériences en cours et des projets sur le territoire

- La transition a d'abord pour objectif de **gérer autrement les friches dans la ville** : plutôt que de les laisser en jachère en attente d'investisseurs lointains, il s'agit de mettre en place des projets intermédiaires. Il peut s'agir de « fabriques temporaires » pour héberger des activités productives, entrepreneurs, artistes, artisans, micro-usines. On peut ainsi aller vers une forme d'autosuffisance alimentaire et générer des activités dans les quartiers : des fermes et jardins participeront à la **mobilisation autour de**

l'alimentation et de la consommation responsable. Cet objectif de consommation responsable est complété par un grand **projet sur la nutrition et la diététique dans la restauration collective.**

- La transition a aussi pour enjeu **des transports urbains plus soucieux de tous et de la santé.** De nombreux ménages ont besoin de la voiture pour aller travailler en Belgique et autour de Lille. Une plate-forme mobilité réunissant toutes les solutions prend en compte tous les besoins.
- L'enjeu de la transition est d'inventer de nouveaux modes de faire : **des services publics gérés en « communs »** par des coalitions d'acteurs, des données en « open source » pour favoriser l'appropriation collective des innovations.
- Dans la ville pionnière, la société civile n'est plus un acteur marginal. Le secteur associatif est accompagné dans sa nécessaire transformation. Le bénévolat est soutenu (celui des habitants et celui des salariés) et des tuteurs pour les jeunes et des ambassadeurs de la civilité sont déployés. Dans les quartiers, la coopération de tous les acteurs notamment des centres sociaux succède à l'émiettement des associations et leur mise en concurrence dans la recherche de financements.
- L'architecture de la démocratie participative est revue, simplifiée, et rendue plus efficiente. Une assemblée citoyenne avec une partie de ses membres tirée au sort est constituée et dotée d'un budget participatif significatif.
- Enfin, une gouvernance moderne cherche à associer les grands entrepreneurs et investisseurs aux projets de la ville par la création d'une fondation pour la ville pionnière.

FINANCER LA VILLE PIONNIERE

Le temps des plans Marshall est révolu. Le pacte financier signé avec l'Etat par les collectivités interdit une augmentation trop forte du budget. Des recettes exceptionnelles nouvelles, fort hypothétiques, devraient donc s'intégrer dans ce budget contraint. Par contre, définir plusieurs projets mobilisateurs permettraient de mobiliser, sur des entités juridiques distinctes de la ville, une pluralité de financements.

Transformer la ville suppose une mobilisation exceptionnelle de moyens ; nous plaçons pour créer un réseau de territoires nécessitant une intervention lourde tout en proposant des projets forts. Ce réseau pourrait se voir attribuer des crédits exceptionnels au titre de la justice territoriale. La même exigence pourrait être portée à l'échelle de l'Europe

Mais les efforts doivent être encore plus dirigés vers les investisseurs privés : grandes entreprises, fondations, grands investisseurs, pour porter des projets innovants. Le regroupement dans une fondation aurait l'avantage d'une approche globale.

INNOVATION ET DIGITALISATION : ROUBAIX TERRITOIRE D'EXCELLENCE

La révolution numérique ou « digitale » transforme en profondeur l'économie : les GAFAs dominent, le E-commerce se généralise, les fablabs et la production distribuée modifient le processus de production et la chaîne de valeur, les plateformes « ubérisent » le travail, l'IA et la robotisation font disparaître ou muter de nombreux métiers ; la 4^e révolution industrielle prend son essor. Mais la digitalisation impacte aussi tous les secteurs de la vie sociale : sécurité et cybersécurité, pédagogie, mobilités, culture, santé, villes et territoires.

S'agissant de la ville, la digitalisation est le vecteur principal du mouvement des « smart cities ». Si ce concept a concerné souvent des métropoles riches et s'est concentré sur la gestion des réseaux pour fluidifier les transports et économiser l'eau et l'énergie, un mouvement se dessine pour un modèle français plus centré sur le citoyen. Un rapport récent piloté par Akim Oural présente cette stratégie

- Des villes durables : transports doux, agriculture urbaine, économies d'énergie
- Des villes qui mobilisent les données publiques pour créer des coalitions entre collectivité, entreprises et citoyens qui inventent des services publics plus participatifs et efficaces : prévention des incivilités et des dysfonctionnements urbains comme la propreté, accompagnement des personnes âgées
- Des villes qui numérisent leur patrimoine et leur production culturelle pour un meilleur accès
- Des villes qui mobilisent les technologies numériques pour renforcer la participation

L'innovation est quant à elle au cœur de l'histoire roubaisienne, tant dans le domaine économique que dans le champ social

- Expériences de socialisme municipal
- Création du 1% logement
- Premières expériences de développement social des quartiers
- Ouverture de la 1^{er} classe passerelle
- Suivi prénatal avec le docteur Titran
- Développement de la grande distribution et de la « Vente par Correspondance »
- Start up de la plaine Image, OVH, Ankama...
- Zéro déchet

Cette expérience crée les conditions favorables à un développement à grande échelle de l'innovation responsable.

On entend par Innovation Responsable les démarches mobilisant non seulement l'ESS mais aussi les acteurs publics (innovation publique) et les entreprises (Responsabilité Sociale

Partagée) visant à faire émerger, puis à diffuser et généraliser (changement d'échelle) des solutions aux enjeux sociaux et sociétaux.

Les facteurs favorables présents à Roubaix, sur le territoire de la MEL et plus largement, les besoins sociaux exceptionnels, rendent nécessaire et possible un grand développement de l'innovation responsable

La digitalisation du territoire est possible et permettra de mieux gérer la ville, de développer de nouveaux emplois, de faciliter l'accès à la culture et à l'éducation, de mieux mobiliser les jeunes talents qui sont immergés dans la culture numérique.

Le croisement de la digitalisation et de l'innovation va créer un moteur de la transformation du territoire et faire de Roubaix une Ville Pionnière pour tous et la capitale créative des Hauts de France. - cet affichage est un outil pour sortir par le haut en termes d'image et de réputation

Un développement économique qui irrigue le territoire et inclut les jeunes

Il y a 43000 emplois sur la commune. Sur les 28000 actifs au travail, 15000 travaillent hors de la ville et près de 20000 viennent chaque jour travailler à Roubaix. C'est une chance. Mais plus de 11000 roubaisiens sont au chômage. Autant dire que le principal problème est bien l'accès à l'emploi des roubaisiens. Cependant, le développement économique doit être aussi encouragé pour renforcer les dynamiques résidentielles, rapprocher l'emploi, animer la ville et augmenter les recettes foncières. Un enjeu particulier est celui de renouer avec des emplois productifs et industriels, de sortir de l'illusion de la tertiarisation ou du seul dynamisme de l'économie résidentielle. Nous devons renouer avec notre tradition industrielle.

- Des projets pour un développement économique orienté vers la transition : micro-usines connectées, pôle d'excellence de l'économie circulaire sur des espaces disponibles sur le site de la Lainière avec la création d'emplois manufacturiers (recyclage du « gris » du « blanc » et des textiles) sur le modèle de Vitamine T, consolidation de la filière mode et textile.
- Combattre les grandes surfaces de périphérie et encourager le commerce de centre-ville. Assurer une continuité de parcours qualifié d'Eurotéléport à la Gare, occuper les cellules vides avec des pop'up et des projets artistiques, occuper le 1^{er} étage de la Galerie Grand Rue avec des projets d'animation de type « makers », ouvrir un marché couvert.
- Défendre à la MEL un schéma euro-métropolitain des transports qui facilite l'accès aux sites industriels et logistiques en Belgique et dans le Bassin minier et désenclave le secteur du Canal. Monter avec Tourcoing et Wattrelos des projets transfrontaliers pour développer le télétravail et l'accès aux emplois industriels en Flandre.
- Renforcer l'Economie Sociale et Solidaire, avec une grande entreprise à but d'emploi, pour créer des emplois dans le numérique et dans l'économie circulaire, notamment l'isolation thermique.
- Lutter contre les discriminations, notamment au moment des stages et pour les diplômés, doit faire l'objet d'un programme permanent
- Soutenir les jeunes de talent pour favoriser les études longues, s'appuyer sur le sport et la culture pour aller vers l'entrepreneuriat et l'emploi.

- Booster la formation des jeunes au numérique, aux langues et au développement durable en créant un « cluster formation XX1 » avec le réseau des organismes de formation.

ENTREPRISE A BUT D'EMPLOI

Le principe consiste à utiliser les fonds publics destinés au RSA et aux allocations chômage pour financer les entreprises à but d'emploi, afin de permettre un retour à l'emploi pour les chômeurs de longue durée (+ 1 an) ; de cette manière, on vise à réduire le nombre de chômeurs et de personnes sans emploi. D'ailleurs, les personnes sont embauchées en CDI sans que leur CV ne soit pris en compte, l'idée étant d'employer "tout le monde" sans distinction. Ces entreprises, tout en permettant un retour à la vie active, offrent une réponse aux besoins locaux et ce tout en évitant la concurrence avec l'économie marchande.

Ces entreprises à but d'emploi ont pour objectif principal de créer du lien social.

Mais aussi, de répondre à des besoins non satisfaits sur le territoire en créant et en développant des emplois dit utiles sans entrer en concurrence avec ceux déjà existants. Et enfin d'identifier les emplois potentiels pour des chômeurs de longue durée.

Ces entreprises partent du principe que tout le monde peut être employé car chaque personne possède des savoir-faire et des compétences utiles au développement du territoire.

Dans ce système, le mécanisme de recrutement est donc inversé : ce sont les entreprises elles-mêmes qui recensent les compétences et les envies de chaque individu, puis qui recherchent, en fonction de ces compétences, les travaux utiles pouvant y correspondre.

Ces entreprises ont des intérêts multiples. Le principal d'entre eux, étant de recréer du lien social à l'échelle d'un territoire. Pour les chômeurs, l'intérêt est de pouvoir retravailler.

Cela permet de rompre leur isolement, de revenir à la vie active et de rebondir. Pour les territoires, ces emplois permettent de répondre à divers besoins des habitants, des entreprises ou des institutions. Les emplois proposés sont divers, mais ils ont tous un point commun : être utile aux habitants, à l'environnement et/ou au territoire.

Par exemple, prenons le cas d'un boulanger d'une petite commune qui ne peut pas embaucher de personnel mais qui, simultanément à sa présence à la boulangerie, doit livrer son pain à des personnes âgées ne pouvant se déplacer. Le dispositif permettrait alors de créer un emploi dédié à la livraison via une entreprise d'économie sociale et solidaire, puis de l'attribuer à un chômeur de plus d'un an, qui serait ainsi embauché en CDI.

Regarder en face la situation sociale hors normes de la population.

43%, c'est le taux de chômage toutes catégories, 44%, c'est le taux de pauvreté, et il est de 51% pour les jeunes de 16-25 ans. Une famille sur 4 est monoparentale. C'est trois à quatre fois les seuils nationaux ; Roubaix est hors-normes et concentre la pauvreté dans la Métropole. Du fait que la pauvreté est concentrée sur les familles monoparentales, la question de la protection de l'enfance et du soutien aux femmes est le centre de gravité d'une approche stratégique de la pauvreté.

- Roubaix met en place un plan de **réduction de la pauvreté centré sur la protection de l'enfance et le soutien aux femmes**, car les familles monoparentales sont le noyau dur de la pauvreté et les femmes sont les plus exposées à la violence. La protection de l'Enfance suppose de défendre les moyens de l'Aide Sociale à l'Enfance et de la prévention spécialisée. Le soutien aux femmes dans leurs combats pour l'égalité et contre les violences est l'objet d'un programme ambitieux et continu. Aider les ménages à sortir de situations de logement dégradantes en est le second pilier.
- Les locataires se sentent abandonnés face à la dégradation des logements sociaux ; face à cela, les bailleurs sociaux doivent s'engager dans des chartes de qualité de la relation locataires-bailleurs et de la gestion du patrimoine. Sans occulter les difficultés rencontrées par les bailleurs sociaux pour investir et maintenir, y compris les problèmes liés à la dégradation des logements par les locataires, il importe de retrouver une relation de confiance entre bailleurs et locataires.
- L'habitat privé dégradé enferme les personnes dans le cycle infernal de la pauvreté. La division des maisons détruit le patrimoine et engendre des problèmes de gestion urbaine. Ces logements mal aménagés et mal isolés enferment les gens dans un cadre défavorable à la santé et à la scolarisation. L'énergie coûte cher pour un résultat médiocre. Les constants déménagements cassent les sociabilités locales et les travaux au black produisent des nuisances multiples. Il est nécessaire de renforcer les moyens de contrôle pour utiliser les possibilités des lois sur le permis de louer et construire la coopération avec les bailleurs privés.
- La réduction des immeubles indignes ou abandonnés sera ciblée avec des expérimentations telles que le recyclage foncier.

Créer un quotidien tranquille et bienveillant qui favorise la mixité sociale

Attirer et conserver les « classes moyennes », notamment les familles de classe moyenne modeste et les jeunes actifs est un enjeu essentiel de la ville, pour contrecarrer la tendance à la ghettoïsation. Cet équilibre est essentiel pour l'ambiance de la ville, pour le commerce, pour l'animation des réseaux, pour la valorisation du patrimoine bâti. Cet enjeu nécessite aussi une politique de communication patiente pour déconstruire les préjugés et stéréotypes.

- Poursuivre les efforts sur la propreté en maillant le territoire de médiateurs-ambassadeurs (en mobilisant par exemple les réseaux de voisins, les bénévoles et les salariés de SES et de la propreté).
- Faire de la sécurité un enjeu de coopération Etat-Collectivités à travers un programme concerté. Renforcer la coopération avec l'Etat contre les trafics et pour prévenir la radicalisation.
- Consolider le secteur culturel et créer un réseau d'éducation culturelle de proximité. Favoriser les conventions longues de partenariat entre « grands équipements » et quartiers.
- Créer du commun en promouvant le patrimoine matériel et immatériel. Préparer la candidature des villes textiles au label UNESCO patrimoine de l'humanité. Valoriser la mémoire et l'histoire des migrations
- Promouvoir la priorité éducative avec une « classe d'excellence » dans chaque quartier et favoriser la formation aux langues, aux technologies et à l'entrepreneuriat, dès le collège et dans la formation continue.
- Imaginer à l'image du projet d'établissement scolaire de la Belle de Mai, un établissement expérimental, dans l'environnement de l'Union ou de la Condition Publique, proposant dans le respect des programmes nationaux avec une équipe volontaire, une pédagogie mobilisant les artistes et acteurs du développement durable.

- Travailler à la qualification des offres périscolaires en soutenant la montée en gamme des associations et des clubs sportifs.
- Renforcer les politiques relatives fait religieux et de pédagogie de la laïcité : programmes éducatifs sur la laïcité, formation à l'esprit critique, dialogue inter-convictionnel.

POUR UNE APPROCHE GLOBALE DE LA SECURITE

Notre approche se fonde sur quelques principes simples : **nous avons pour priorité de défendre la dignité des personnes en les protégeant de la violence qui réduit leur capacité d'agir.**

LA SITUATION EST GRAVE

L'exposition à la violence et les actes de délinquance ne sont pas une illusion, mais une réalité courante. Ces faits nourrissent un « sentiment d'insécurité » diffus, global, permanent qui abîme le lien social et réduit l'attractivité de la ville. Que ce sentiment puisse être parfois exagéré et associé à la stigmatisation de certains groupes est un fait qui ne change rien à la réalité de l'insécurité.

Le premier fait massif est la présence sur tous les territoires de rassemblements liés au trafic et au deal. Ces points sensibles ont deux aspects : ils sont le maillon final de réseaux criminels, professionnalisés et internationaux brassant des dizaines de millions d'euros. Ceci évoque deux questions : les sommes en jeu, les modes d'organisation conduisent à transformer le deal d'une activité économique artisanale de proximité en un enjeu économique impitoyable. La lutte pour le contrôle des territoires, la recherche du profit maximum expliquent les guerres de gang, les actes violents pour défendre un territoire ou faire pression sur les habitants pour garantir l'omerta. Seconde question : la lutte contre la délinquance liée à la drogue ne peut être locale, elle relève d'actions complexes à diverses échelles.

Mais le caractère désormais industriel de cette activité n'est qu'un aspect du problème. Le deal à tous les coins de rue conduit à **installer la banalité du hors droit dans les consciences**, dévalorise des ilots urbains dont la valeur immobilière s'effondre, met dans des situations d'angoisse terrible les habitants qui ne sont plus maîtres chez eux, au coin de la rue ou dans leur entrée d'immeuble, dégrade la santé par la mise sur le marché de produits de mauvaise qualité.

En l'absence d'une réflexion de fond sur le « modèle économique » de ce secteur commercial, en l'absence d'une lucidité sur les limites évidentes de la prohibition qui n'empêche rien et ne permet pas des stratégies offensives de prévention, du fait que nous ne pouvons expérimenter localement la légalisation du cannabis, il est à parier que nous sommes condamnés à voir le problème perdurer et à ne faire que déranger les trafics dans une guerre d'usure sans fin. Il faut pourtant le faire

D'autres réalités doivent être évoquées qui appellent une action publique et citoyenne

- **L'ampleur des violences subies par les femmes, qu'il s'agisse de violences conjugales ou de harcèlement de rue. Les femmes sont aux avant-postes de la pauvreté subie. Elles vivent aussi le plus l'inégalité face à la violence**
- **Le chantier de la prévention de la radicalisation est un travail de longue durée. N'oublions pas que Roubaix a vu apparaître le djihadisme français avec le Gang de Roubaix dans les années 90 et qu'un nombre significatif de jeunes sont partis en Syrie.**

REGARDER EN FACE L'IMPACT DE L'ECONOMIE SOUTERRAINE

Ce fait massif du deal renvoie à un problème plus vaste qui est celui de l'économie réelle des territoires. Il est impossible pour une bonne partie de la population de vivre avec les seuls revenus légaux. Il y a donc une vaste zone grise, une économie invisible, et de fait une « économie populaire » qui est devenue indispensable au « PIB » des quartiers. En fonction des études de l'OCDE, qui évalue à près de 7% du PIB le poids de cette économie souterraine, c'est probablement 30 % à Roubaix.

Cette économie invisible ne se limite pas aux trafics de substances interdites, elle concerne des « entreprises individuelles » certes en délicatesse avec les services fiscaux et l'URSSAF, mais tout à fait utiles : réparation de voitures, réhabilitation de maisons, services divers comme la coiffure, la restauration, la couture, bref tout le continent du travail au black qui mobilise diverses ressources et compétences. Ces services sont accessibles aussi aux classes moyennes, aux jeunes et aux actifs qui ne peuvent se permettre de réparer leur voiture au prix fort ou doivent faire appel au black pour aménager leur logement. C'est ainsi et la lutte contre la fraude n'y pourra pas grand-chose. Certes la frontière entre activités utiles et trafics criminels est poreuse, certes tout ceci génère des productions parfois peu sécurisées et de médiocre qualité, mais leur utilité incontestable dépasse leur nocivité. Nous n'idéalisons donc pas la situation mais nous appelons à prendre en compte au-delà de la distinction légal/pas légal la réalité de l'économie populaire.

On peut sembler loin d'une réflexion sur la violence et la délinquance, or nous y sommes en plein. Quand un tiers de la population, pour vivre, se met dans l'illégalité, il n'y a plus de base solide pour promouvoir le respect des règles.

Il faut donc distinguer la lutte nécessaire contre les filières de trafic qui sont la pointe avancée de voyous sans foi ni loi et l'accompagnement des populations pour valoriser leurs modes d'auto-organisation et leur proposer des solutions viables pour sortir de la clandestinité et affirmer leur existence économique. Plutôt que de sanctionner les pauvres, il faut produire une offre massive d'inclusion.

QUELLE POLITIQUE METROPOLITAINE ?

Les élites métropolitaines ne sont pas sorties d'un mode de faire qui reconduit les inégalités au profit de l'entre-soi « euralillois ». Mais il faut dire avec force que Si la politique métropolitaine doit être réorientée, il ne s'agit pas de refaire le match entre Roubaix et Lille, mais de construire un projet métropolitain qui doit intégrer mieux les besoins des classes populaires.

Si Roubaix n'était pas dans une métropole, elle serait dans une situation désespérée. De nombreux roubaisiens trouvent du travail dans un bassin d'emploi élargie. De nombreux métropolitains viennent travailler à Roubaix et irriguer le commerce local. La culture roubaisienne irrigue la métropole et se nourrit de ces publics. Par ce qu'elle est métropolitaine, Roubaix est un centre et non une banlieue.

Mais la construction métropolitaine, orientée vers le sud et l'ouest, a conduit à concentrer les populations en difficulté sur le territoire roubaisien ; les logiques urbaines ont produit l'évasion des classes moyennes vers la banlieue roubaisienne, Leers, Hem, Croix et aussi Wattrelos et Villeneuve d'Ascq.

Nous devons donc réorienter les politiques métropolitaines par le débat politique et public, la capacité à proposer des projets, par des coalitions autour de projets concrets avec nos villes voisines, Wattrelos et Tourcoing notamment.

Un peu d'histoire

En 1968, la Communauté Urbaine de Lille est créée. Si au début les villes socialistes coopèrent pour construire cette institution, en s'appuyant d'abord sur le personnel lillois, la suite révèle un déséquilibre profond entre les deux versants de la métropole. Les investissements manquent pour les quartiers textiles et abondent pour rénover le vieux Lille, construire la Ligne 1 du Métro et édifier la Ville Nouvelle. Les classes moyennes désertent les secteurs industriels, le patronat fait une croix sur l'industrie au profit du commerce, de la grande distribution et des opérations financières (Bernard Arnault, La famille Mulliez).

Cette évolution, facilitée par le retard à l'allumage d'une municipalité gestionnaire d'un monde qui se défait et par le manque de projets défendus par la Ville, conduit à plusieurs mouvements : l'engagement de la municipalité de Pierre Prouvost dans un combat pour la modernisation et le rééquilibrage, l'activité inlassable d'André Diligent pour plaider la cause de sa ville et réparer les fractures dans la population. Mais le changement majeur est, dans les années 90, la convergence des visions de Pierre Mauroy et de René Vandierendonck pour une métropole équilibrée et une ville renouvelée : le métro arrive enfin, le centre-ville est rénové, les quartiers en partie transformés, l'aménagement culturel accompli.

Trop d'inégalités territoriales

Dans un contexte où la Métropole peine à créer de l'emploi suffisamment et à entraîner la Région, les inégalités territoriales persistent et s'aggravent. Dans le classement des communes par indicateurs sociaux, la ville de Roubaix est en rouge. Elle concentre la pauvreté. Bien entendu d'autres quartiers, notamment à Lille, connaissent ce type de difficultés, mais notre ville regroupe le maximum d'ilots en grande difficulté.

Ce manque de justice territoriale est l'effet du passé comme des politiques menées.

Systématiquement, les quartiers anciens des centres industriels ont été désavantagés : le quartier de l'Union n'est toujours pas opérationnel alors qu'Euralille et Eura-technologies grandissent. La 4G est sur la ligne 1 mais pas encore sur la ligne 2, et quand Ilevia ferme des lignes de bus, c'est d'abord à Wattrelos, Hem et Roubaix.

Deux exemples permettent de bien comprendre la situation.

Le schéma de transports entre en finalisation mais les propositions initiales favorisent la liaison Lille-Lesquin, devant les perspectives de prolongement du Métro vers Wattrelos et de désenclavement du secteur du Canal. On fera des études...Un jour...

Le dossier du nouveau siège de la MEL est un autre exemple emblématique de cet entre-soi. On débat du coût réel d'une location à 18 ans du Biotope, assortie de la construction de Biotope 2. Il semble que de nombreuses questions se posent : coût réel sous-évalué, manque de places de bureaux et de parkings prévisible, échafaudage juridique contestable. Mais pourquoi fallait-il à tout prix reloger dans un immeuble non prévu pour cet usage les services de la MEL à quelques encablures du siège actuel ? Pourquoi ne pas avoir saisi cette opportunité de construire le siège sur le quartier de l'Union, lui donnant un coup de pouce bien venu ? peut-être les études auraient-elles montré la faible faisabilité de cette opération, mais la question n'a même pas été posée.

Sortir de la plainte, élaborer et défendre de bons projets

Selon nous, cette situation défavorable à certains territoires est la résultante de 3 facteurs :

- Une conception de la métropole dépassée par les enjeux de la transition. On parle beaucoup « french tech », « design » et « international » mais la réalité est moins favorable que la communication qui assure l'autocélébration de la MEL. Pas de véritables projets transfrontaliers de grande ampleur, une métropole droguée aux hypers de périphérie, une pollution aérienne inquiétante. Tel est le résultat d'une vision datée de l'attractivité et aussi du poids des lobbies de la distribution et de la construction.
- Un regard négatif sur Roubaix dont on persiste à penser qu'elle ne devra son salut qu'aux retombées lointaines du développement. En attendant, la richesse va à la richesse et la pauvreté se concentre.

- Mais il faut sortir de la plainte ; trop souvent, la ville est absente des grands appels à projets, elle ne formule pas de propositions pour utiliser des fonds disponibles, les projets prennent du retard (comme par exemple les projets de rénovation urbaine).

Ce sera la force de nos projets qui feront bouger les lignes. Mais il faudra aussi l'interpellation démocratique.

Projet : 5 priorités

- Renforcer les positions de Roubaix, Ville pionnière, créative et innovante, en défendant le dossier d'un pôle d'excellence dans ce domaine.
- Mener la bataille de l'habitat, social et privé : donner un sens positif à la rénovation urbaine au-delà des démolitions, définir une politique de qualité dans le logement social, mener des actions volontaires sur l'habitat privé indigne, susciter de nouvelles architectures sociales
- Défendre la justice territoriale dans le schéma de transports publics et les grandes infrastructures.
- Achever le « quartier de l'Union » en en faisant la vitrine de l'innovation pour la transition : un grand retour de la nature avec des espaces d'agriculture urbaine, un « village » des habitations frugales, des implantations créatrices d'emplois pour l'économie circulaire.
- Obtenir un plan d'urgence de remise à niveau des voiries qui sont dans tous les secteurs dans un état d'abandon inacceptable.

Mettre la métropole en débat

La métropole, c'est loin, c'est très technique. Et pourtant, les politiques majeures se décident là. Les décisions supposent le plus souvent des coalitions et des consensus. Il est temps de faire participer le plus large public au débat métropolitain.

Faut-il revoir la Dotation de Solidarité Communautaire ? Faut-il abandonner la construction de nouveaux hypermarchés de périphérie ? Faut-il la gratuité partielle des transports ? Ces questions sont d'abord des enjeux pour le bien vivre des habitants. C'est par le débat que pourront avoir lieu les interpellations démocratiques qui feront bouger les lignes.

Notre boussole, c'est l'intérêt des roubaisiens. Une métropole qui réduit les inégalités, c'est un territoire plus attractif.